



RESEAU DE LA COORDINATION DE LA
DIASPORA TOGOLAISE INDEPENDANTE
(RCDTI)

COLLECTIF POUR LA VERITE DES URNES
TOGO-DIASPORA
(CVU-TOGO-DIASPORA)



PERTE DE CONFIANCE DU PEUPLE TOGOLAIS : co-construire un cap commun, se mobiliser en respectant les voix plurielles

COMMUNIQUÉ DE PRESSE CONJOINT DU 15 AVRIL 2026

**RÉSEAU DE LA COORDINATION DE LA DIASPORA TOGOLAISE INDEPENDANTE (RCDTI) ET
COLLECTIF POUR LA VÉRITÉ DES URNES - TOGO - DIASPORA (CVU-TOGO-DIASPORA)**

Contact : info@cvu-togo-diaspora.org qui transmettra.

INTRODUCTION : TOGO, UN PAYS OPAQUE

En l'absence de sondages fiables, de statistiques sur la réalité de la légitimité de Faure Gnassingbé et son système, et surtout face à la violence et à l'accumulation de lois liberticides, la seule question qui empêche chaque citoyen togolaise et togolaise y compris dans la Diaspora de dormir se résume à celle-ci : Pourquoi une grande partie du peuple togolais a-t-elle perdu confiance à la fois dans le système Gnassingbé et accessoirement dans les partis d'opposition dits modérés ?

Cette situation produit *de facto* un effet négatif, en affaiblissant les capacités de mobilisation pour faire vivre durablement une résistance populaire susceptible d'instaurer une alternative politique durable prenant en charge la direction des affaires du Togo ! Il convient donc d'élever le niveau de conscience du peuple du Togo quant au niveau d'injustice profonde du système Gnassingbé afin de lui permettre de produire l'effort qui permet de transformer son indignation légitime en organisation concrète d'une forme moderne de coordination d'une lutte de libération du Togo qui soit effective.

Ainsi, bâtir le Togo de l'après Faure Gnassingbé, c'est construire, de manière dynamique et dans le respect mutuel, l'unité des Togolaises et des Togolais au sein d'actions plurielles.

1. INÉGALITÉS ET DÉSILLUSION : PEUPLE TOGOLAIS, AS-TU PERDU CONFIANCE DANS LE SYSTÈME GNASSINGBÉ ?

Depuis l'accession de Faure Gnassingbé au pouvoir en 2005, dans un contexte marqué par une extrême violence politique¹, caractérisée par la répression avec plus de 800 morts et plus de 30.000 exilés politiques², une partie significative de l'opinion togolaise avait initialement choisi de lui accorder le bénéfice du doute. Cette attitude reposait principalement sur les engagements publics du nouveau président, qui faisait semblant d'affirmer qu'il incarnerait une rupture avec les pratiques autoritaires, prédatrices avec une prédominance de l'impunité et de la corruption héritées du régime de son père, Etienne Eyadéma Gnassingbé. Faure Gnassingbé porté au pouvoir par une coalition de militaires et de groupes ésotériques, avides de s'enrichir rapidement sur le dos du peuple togolais, promettait une gouvernance plus moderne, plus ouverte et plus attentive aux attentes sociales. Or, il est bien connu que les promesses n'engagent que celles et ceux qui y croient et qui de surcroît s'accrochent au fait que les actes posés sont à l'opposé des engagements pris.

Dans les premières années qui ont suivi le tournant de 2005, certains signes, bien que limités avec quelques initiatives visibles, notamment en matière d'infrastructures, ont pu nourrir cet espoir. Des travaux d'infrastructures, notamment des opérations d'asphaltage dans plusieurs quartiers du Canton d'Agoè, ont été présentés comme les prémices d'un changement tangible. Toutefois, avec le temps, la qualité de ces réalisations a été fortement remise en question, tant sur le plan technique que sur celui de leur durabilité, révélant des

info@cvu-togo-diaspora.org

© CVU-TOGO-DIASPORA

1/9



insuffisances structurelles dans la gestion des projets publics. Or, les « *efforts de développement sont souvent minés par des actes de corruption. Ce qui affaiblit l'impact des investissements*³ ». Le manque-à-gagner pour chaque citoyenne et citoyen togolais y compris ceux de la Diaspora est incommensurable.

Dans les faits, Faure Gnassingbé et ses réseaux militaro-ésotériques ont assorti leur gouvernance du Togo d'une habitude institutionnalisée à savoir : « *le changement dans la continuité* ».

Au Togo, cela ne correspond certainement pas à ladite « *stabilité* » prônée par les chancelleries dupées qui s'accommodant sans honte de l'autocratie, de la contre-vérité des urnes et des comptes publics. Au contraire, il s'agit d'immobiliser un pouvoir pour mieux en tirer parti. S'agit-il de la continuité des injustices, de l'impunité, de la loi du plus fort, et du manque de respect envers le peuple togolais ? Chacun devra répondre à cette question « *épineuse* » !

Ainsi, progressivement, les attentes suscitées par le premier mandat présidentiel ont laissé place à une profonde désillusion. L'entourage du pouvoir s'est caractérisé par l'émergence et la consolidation d'un noyau restreint d'acteurs souvent perçus, à juste titre, comme des prédateurs des ressources publiques. L'absence de mécanismes crédibles de reddition des comptes -toujours récurrente vingt ans plus tard-, combinée à une culture d'impunité consolidée par la répression systématique de toute voix critique ou tout mouvement de contestation, a renforcé le constat que les manquements dans la gestion des affaires publiques, au lieu d'être sanctionnés comme il se doit dans tout Etat démocratique étaient, au contraire, parfois récompensés par des promotions ou des repositionnements stratégiques.

Toutefois, avec le recul, ces réalisations se sont révélées insuffisantes et défectueuses, souvent de qualité discutable et sans impact structurel durable. De véritables gouffres financiers qui sont des manques à gagner pour le bien-être du Peuple togolais. Très rapidement, le décalage est apparu entre le discours fausset réformateur affiché et la réalité vécue par la population. Ce gouffre devenu un véritable fossé a conduit au fait qu'un militaire qui assure la garde rapprochée de Faure Gnassingbé peut toucher au minimum 1,2 million de Franc CFA par mois sans compter les primes (soit environ 1.830 Euros) alors que le salaire minimum effectivement payé à un salarié au Togo ne dépasse pas depuis 2023⁴ les 52.500 Franc CFA par mois⁵ (soit environ 80 Euros⁶).

Or, le Salaire minimum togolais qui équivaut à 302,89 FCFA (soit 0,46 Euro) par heure sur une base de travail de 40 h/semaine, couvre à peine 30 % à 35 % du revenu vital estimé au Togo, en particulier à Lomé, en raison du coût du logement, de l'alimentation et du transport⁷. Il faut comprendre qu'avec de telles différences de salaires pour les militaires qui protègent le pouvoir, il n'est pas question de penser respecter la Constitution togolaise, encore moins soutenir toutes possibilités d'alternance politique qui signifieraient la fin de tels privilèges. Or, tous les militaires ne sont pas payés au même niveau.

Plus largement, sous Faure Gnassingbé et en moins de 20 ans, ce dernier a réussi la prouesse de générer la plus grande inégalité entre les citoyens togolais en concentrant plus de 74,8 % de la richesse du Togo à seulement 30 % de la population qui lui a fait allégeance et moins de 9,6 % de la richesse du Togo à seulement 30 % de la population la plus pauvre du Togo⁸. Même la classe moyenne représentant environ 40 % de la population doit faire allégeance pour trouver un espace de survie « *sans trop problèmes* » au Togo.

Après plus de deux décennies marquées par des espoirs déçus, une partie significative de la population togolaise semble désormais considérer que les changements opérés à la tête du gouvernement (qu'il s'agisse de ministres ou de Premiers ministres) n'ont pas permis de résoudre les problèmes de fond. Dans cette perspective, beaucoup estiment que la responsabilité principale incombe à celui qui incarne la continuité du pouvoir, en



l'occurrence Faure Gnassingbé, et que son départ constituerait une condition nécessaire à une véritable refondation politique.

Ce n'est donc pas en se lamentant chaque jour que Dieu fait que le peuple togolais peut se rassembler en neutralisant l'autre. Ce jeu à somme nulle a conduit la lutte togolaise à une impasse. On n'efface pas celui qui mène la même lutte de libération. Il faut donc une unité d'action togolaise y compris avec la Diaspora. Cette unité stratégique a besoin de reposer sur une pluralité assumée et non contradictoire. C'est cela la troisième voie, la voix de l'alternative du possible.

2. DÉFIANCE POPULAIRE : EXCLUSION DU PLUS GRAND NOMBRE DES FRUITS DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Au fil du temps, la désillusion s'est installée durablement. Le système de gouvernance s'est caractérisé par la consolidation d'un cercle restreint bénéficiant de l'accès aux ressources publiques, dans un contexte d'impunité persistante. Les mécanismes de contrôle et de reddition des comptes sont restés largement formels, tandis que les pratiques de corruption se sont banalisées et sont désormais profondément et durablement enracinées dans la gestion de l'État. Pour de nombreux citoyens, l'ascension sociale est apparue comme de plus en plus conditionnée à la proximité avec le pouvoir, laissant en marge ceux qui choisissaient ou subissaient l'exclusion du système.

Or, même la proximité avec le pouvoir ne garantit pas des exclusions, comme le témoigne l'emprisonnement du demi-frère de Faure Gnassingbé, Kpatcha Gnassinbé⁹ ou l'emprisonnement de l'ex-ministre des Armées du Togo, Mme Essossimna Marguerite Gnakadé¹⁰. Sans compter de nombreux prisonniers politiques ou d'opinion plus anonymes, non-libérés, pourtant aucunement compromis avec le système Gnassingbé, dont le seul « délit » est d'avoir osé dire la vérité sur -l'anti-constitutionnalité, -l'illégalité de Faure Gnassingbé et son système politique, suite à toutes les élections présidentielles non-transparentes contestées depuis 2005, -et la mauvaise gestion du pays cachée par la non-transparence des comptes publics.

Parallèlement, de nombreux projets dits « structurants » ont été annoncés sans produire de résultats perceptibles dans la vie quotidienne, mais ont d'importants développements pour l'enrichissement de quelques individus, que certains attribuent à des formes opaques de corruption. Cette situation a été aggravée par un discours officiel systématiquement laudateur, en décalage avec la réalité du terrain, renforçant le sentiment d'un pouvoir plus soucieux de communication que de transformation réelle.

Après plus de vingt années d'exercice du pouvoir par le même système, une large frange de la population considère désormais que les changements de gouvernement ou de Premiers ministres n'ont jamais remis en cause les causes profondes des difficultés économiques, sociales et politiques du pays. Dans un contexte où le parti au pouvoir UNIR/ex-RPT contrôle et tient sous sa férule la quasi-totalité des institutions — exécutive, législative, locales et désormais sénatoriale — la responsabilité politique est naturellement concentrée sur le sommet de l'État. Cet État ne fonctionne que sur le principe du gouvernement de la peur, par la restriction drastique des libertés publiques et les brimades du Peuple togolais, accessoirement sous couvert du financement des achats de consciences, tant dans les sphères militaires que civiles, via des membres éminents de partis d'opposition dits modérés.

Cette perte de confiance est renforcée par le rétrécissement de l'espace civique, l'adoption de lois liberticides, les violences politiques récurrentes, les arrestations arbitraires et les violations des droits humains. Beaucoup



de citoyens perçoivent ces pratiques comme tolérées, voire encouragées, au nom de la préservation systématique du pouvoir.

Cette perception est d'autant plus renforcée par la concentration du pouvoir observée au fil des années. Le parti au pouvoir contrôle aujourd'hui l'essentiel des institutions politiques : les mairies, les conseils régionaux, le Parlement, le Sénat ainsi que le gouvernement. Dans un tel contexte, l'opinion publique tend naturellement à centraliser la responsabilité politique au sommet de l'État et à exiger des comptes directement du chef de l'exécutif.

À cela s'ajoutent des préoccupations croissantes liées au rétrécissement de l'espace civique, à la montée de la corruption et aux violations des droits humains, perçues par une partie de la population comme étant tolérées, voire implicitement cautionnées. Ces dynamiques contribuent à alimenter un climat de défiance généralisée et renforcent l'idée selon laquelle les priorités du pouvoir seraient davantage orientées vers sa propre conservation que vers l'amélioration des conditions de vie des citoyens.

Dans ce contexte, le débat politique au Togo s'inscrit de plus en plus dans une logique de remise en cause structurelle du système de gouvernance, avec, en toile de fond, la question centrale de l'alternance et de la responsabilité politique.

Pendant, la défiance populaire ne vise pas uniquement le régime en place. Elle s'étend également aux partis d'opposition dits « modérés ». Ceux-ci sont largement perçus comme ayant renoncé à jouer leur rôle historique de contre-pouvoir, en choisissant la cohabitation, la compromission ou la survie politique individuelle au détriment d'une mobilisation collective. Cette posture a contribué à démobiliser le peuple, à brouiller les repères politiques et à accentuer le sentiment d'abandon.

3. PEUPLE TOGOLAIS, AS-TU PERDU CONFIANCE DANS LES PARTIS D'OPPOSITION DITS « MODÉRÉS » ?

Face à cette double faillite — celle du pouvoir et celle d'une opposition institutionnelle jugée inefficace — une partie de la population adopte une attitude de repli, d'indifférence ou de résignation. Beaucoup ne croient plus en la capacité des acteurs politiques traditionnels à porter le changement et placent désormais leurs espoirs dans des initiatives issues de la société civile, la diaspora et peut-être d'une relance d'anciennes coalitions politiques dont les initiatives passées n'ont pas conduit à modifier le rapport de force établi par le système Gnassingbé.

En effet, une nouvelle initiative de l'opposition togolaise dite « *Cadre de Réflexion et d'Action pour le Changement* » (CRAC)¹¹ a vu le jour le 13 mai 2026 et regroupe les principales formations politiques togolaises qui n'ont pas encore fait le bilan des résultats de leurs initiatives passées. Il s'agit principalement des entités suivantes : Alliance nationale pour le Changement (ANC) de Jean-Pierre Fabvre, les Forces Démocratiques pour la République (FDR) de Me Djovi Apévon, le Pacte socialiste pour le renouveau (PSR) du Professeur Komi Wolou, l'Alliance des démocrates pour un développement intégral (ADDI) du Professeur Aimé Gogué, ainsi que des organisations de la société civile dont le Front Citoyen Togo Debout, un regroupement de mouvements et associations de la société civile avec à sa tête, le Professeur David Dosseh, etc. Le CRAC a annoncé un « *grand meeting* » le 9 mai 2026 à Lomé avec comme objectif, malgré les multiples atteintes au droit de manifester et les lois liberticides du pouvoir Gnassingbé, de mobiliser les citoyens contre la nouvelle Constitution de la 5^e République anticonstitutionnelle et illégale, tout en dénonçant la corruption, l'impunité et la gouvernance actuelle. Bon vent au CRAC !



Ainsi, se pose la question miroir : la grande majorité du Peuple togolais a-t-elle perdu confiance dans l'opposition togolaise ? Si oui, est-ce que l'énergie déployée par certains dans les réseaux sociaux pour sensibiliser le peuple togolais peut devenir contre-productive pour coordonner la lutte pour une alternative politique au Togo ?

Une part importante du peuple togolais a perdu confiance dans l'opposition, en raison de divisions récurrentes, d'échecs stratégiques et d'un manque de crédibilité assumé par les leaders eux-mêmes. En juillet 2024, l'opposition a publiquement « demandé pardon au peuple togolais » pour ses « erreurs » et ses « divisions », reconnaissant avoir trahi ses attentes¹². Plusieurs analyses soulignent une désillusion populaire et une opposition « réduite au rôle de spectatrice¹³ » face à un pouvoir verrouillé.

Dans ce vide, les réseaux sociaux sont devenus un espace central de mobilisation, souvent plus actif que les partis eux-mêmes. Toutefois, cette énergie peut devenir contre-productive si elle se traduit par une surenchère de discours, de divisions ou d'appels non coordonnés, agissant comme une sorte de défouloir dont le seul effet est d'accentuer la confusion et d'amoindrir les possibilités de construction d'une alternative politique structurée, comme le relèvent plusieurs analystes qui optent pour une mobilisation citoyenne¹⁴.

Or, parmi les acteurs de la mobilisation sur les réseaux sociaux, selon un adage populaire il y a « à boire et à manger ». Certains n'y sont actifs que pour la quête d'une promotion personnelle sans rapport avec l'amélioration véritable du bien-être du Peuple togolais. D'autres, en quête de reconnaissance publique, veulent se faire voir. D'autres estiment que la parole libre et libérée permet de « toiser » directement Faure Gnassingbé et certains de ses barons. Enfin, d'autres, hélas moins nombreux, mènent un travail sérieux de conscientisation du Peuple togolais¹⁵.

Or, tout l'enjeu de la lutte pour la libération du peuple togolais passe par une coordination et une unité d'action à savoir : comment transformer la mobilisation numérique en coordination politique crédible, sans quoi l'indignation en ligne risque de rester sans débouché stratégique. Au pire, toutes ces énergies déployées risquent de n'être que contre-productives : « *le chien aboie et la caravane passe* » ou encore « *Le tam-tam peut faire du bruit, mais la marche [de Faure Gnassingbé et son système] ne s'arrête pas...* »

De fait, le Togo doit être fier d'avoir plusieurs voix qui s'expriment ! Mais ces voix diverses et plurielles doivent assimiler les enseignements des luttes politiques de leurs ancêtres et aïeux pour être en mesure de structurer efficacement la voie de l'alternative politique, afin que durant la période de transition de l'après Faure Gnassingbé, qui adviendra un jour, une direction commune et consensuelle soit trouvée suite à des conférences inclusives. Autrement dit, RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA rappellent qu'il est possible pour le Peuple togolais de construire son unité sans renoncer à la pluralité. Or, chacun doit comprendre que l'unité dans la diversité, est aux antipodes de l'uniformité et la pensée unique du parti Rassemblement du Peuple togolais (RPT) de feu Eyadéma Gnassingbé habilement repeint aux couleurs du parti Union pour la République (UNIR) de son fils, le « *soft autocrate*¹⁶ » Faure Gnassingbé. Il n'existe pas de « soft » autocrate. Il n'existe qu'un autocrate-monarque qui bafoue la Constitution, les droits humains, les décisions de justice de la Cour de Justice de la CEDEAO et qui embastille les citoyens qui luttent pour la démocratie et la liberté et refusent de les libérer à ce jour, et se protège derrière les militaires, les milices et l'arbitraire, etc. La liste des abus de toutes sortes est infinie !

En définitive, plusieurs voix togolaises doivent pouvoir s'exprimer ! Chacune de ces voix doit pouvoir contribuer pour la part qui lui revient à la recherche d'une direction commune et un cap commun. Or, le système Gnassingbé s'est spécialisé pour en empêcher l'avènement, avec la bénédiction et le silence des grandes puissances.



4. CONCLUSION : VERS UNE STRATÉGIE DE CHANGEMENT PACIFIQUE ET OPÉRATIONNELLE

Dans un contexte où les lois liberticides s'empilent les unes sur les autres, les institutions sont perçues comme verrouillées et refusant la redevabilité due au peuple togolais, un changement réel et durable ne peut résulter ni de l'attentisme, ni de la violence, encore moins de la fatalité. Il suppose la construction consciente et collective d'un rapport de force pacifique, fondé sur une stratégie claire et cohérente, promouvant tout autant, sous le sceau de la démocratie réelle, des objectifs de refondation politique et sociétale clairs et cohérents.

Trois axes complémentaires apparaissent essentiels.

4.1 Délégitimer le système par le droit et la vérité

Il s'agit de documenter rigoureusement les violations des droits humains, les abus de pouvoir et les pratiques de corruption y compris avec des agents étrangers, en s'appuyant sur des faits vérifiables et faisant référence à des normes nationales et internationales. Ce travail méthodique vise à affaiblir la légitimité morale du système, non par l'invective, mais par la démonstration et la preuve. RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA se sont organisés pour déposer des plaintes et financer le recours contentieux auprès de la Cour de Justice de la CEDEAO.

4.2 Transformer l'indignation diffuse en mobilisation citoyenne organisée

Il devient impératif d'établir le parallèle entre la corruption et la mauvaise gouvernance et leur traduction en multiples conséquences concrètes sur la vie quotidienne des citoyens en termes : d'accès à la santé, à l'éducation, à l'eau, à l'énergie, à l'emploi et à la justice. Cette pédagogie permet de transformer le mécontentement latent en indignation consciente, puis en mobilisation non violente, structurée et durable, poursuivant l'objectif d'une transformation radicale et démocratique du gouvernement de l'Etat. RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA s'organisent pour fournir des sources et éléments de preuves pour que les acteurs de la société civile puissent faire l'effort de se concentrer plus sur les éléments de preuve notamment dans les réseaux sociaux. En effet, l'indignation appelle à un dépassement et il serait vain que l'énergie déployée dans les réseaux sociaux reste latente où à l'état végétatif si elle ne produit pas l'« étincelle salvatrice » en termes de mobilisation citoyenne organisée.

4.3 Co-construire et proposer une alternative crédible

Contester le système ne suffit pas. Il est indispensable de formuler une offre politique claire, fondée sur l'éthique, la bonne gouvernance, la transparence, la séparation des pouvoirs et la redevabilité. La société civile a un rôle central dans la définition des principes, tandis que les acteurs politiques doivent en assurer concomitamment la traduction institutionnelle. Malgré les nombreuses entraves que l'on peut rencontrer en Afrique, RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA se sont systématiquement toujours organisés pour proposer une troisième voie pacifique reposant sur le recours à la justice et des propositions de projets de transition politique et citoyenne et de projet de société alternatif fondées sur les valeurs de la Maât, la vérité, la justice, la probité, la solidarité, etc.

En définitive, délégitimer sans mobiliser reste inefficace, mobiliser sans proposer crée l'incertitude, et proposer sans souci de la création du rapport de forces demeure sans impact. Seule une action collective, pacifique,



cohérente et assumée - associant société civile, forces politiques responsables et diaspora - peut ouvrir la voie à une véritable transformation du système politique togolais par une alternative politique crédible.

5. RECOMMANDATIONS DE RCDTI ET CVU-TOGO-DIASPORA : OPÉRATIONNALISER LE CAP COMMUN

RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA réitèrent leur position pour soutenir et proposer au moins trois formes d'actions organisées permettant de favoriser **l'unité d'action** tout en **préservant la pluralité des acteurs** :

5.1 Co-Construire un cadre commun minimal citoyen et non partisan

Mettre d'accord partis, mouvements citoyens, leaders d'opinion et diaspora sur quelques objectifs non négociables (État de droit, libertés publiques, alternance pacifique, refondation démocratique selon les principes sociétaux ancestraux de l'Afrique), sans exiger l'uniformité des discours ni des stratégies. L'unité doit porter sur le cap, pas sur les chapelles. Cela suppose une première phase de travail sans les agents de Faure Gnassingbé et son système ;

5.2 Passer de la mobilisation émotionnelle à la coordination stratégique

Canaliser l'énergie des réseaux sociaux vers des mécanismes concertés (calendrier partagé d'actions, messages clés harmonisés, relais territoriaux), afin d'éviter la dispersion, la surenchère ou la fatigue militante qui affaiblissent la crédibilité collective. Cela sous-entend l'effort que chacun doit faire pour présenter clairement ce qu'elle ou il fait concrètement pour soutenir la lutte de libération du Togo du système Gnassingbé. Cela ne peut se faire en « disant » que l'on ne fait pas de la politique. Toute pensée sur l'organisation de la cité est une œuvre politique. Encore faut-il en être conscient quand les indignations contre le système Gnassingbé pleuvent !

5.3 Reconnaître et organiser la pluralité comme une puissance dynamique unitaire

Assumer la diversité des acteurs de bonne volonté (opposition politique, société civile, artistes, influenceurs, diaspora, militaires, etc.) en instituant un espace de concertation souple, si possible digitalisé grâce à des conférences inclusives structurées avec des thèmes précis où chacun conserve son identité, mais agit en complémentarité. La pluralité encadrée renforce la mobilisation ; la pluralité anarchique la fragilise.

Bref, RCDTI ET CVU-TOGO-DIASPORA proposent au Peuple togolais de se concentrer sur l'essentiel : un cap commun, des actions coordonnées, des voix multiples mais convergentes pour convaincre de notre volonté de libérer le Peuple togolais de l'emprise étouffante du système Gnassingbé.

Le peuple togolais doit prendre sur lui-même pour passer de la colère à l'action. Ce faisant, il prouvera au monde et à lui-même sa maturité politique et assurera que le défi du réveil togolais peut se résoudre pacifiquement quand la diversité devient une force collective.

La perte de confiance du peuple togolais n'est en fait qu'une apparence de la réalité profonde du Peuple togolais. La violence du système Gnassingbé empêche l'expression du Peuple togolais. Aussi, il faut trouver des alternatives pour co-construire un cap commun et se mobiliser sans étouffer les voix plurielles. Tous pour un Togo pluriel et mobilisé !!! C'est comme cela que l'esprit de l'indépendance du Togo, tel que prononcé le 27 avril 1960 pourra retrouver ses lettres de noblesse.

15 avril 2026.



RESEAU DE LA COORDINATION DE LA
DIASPORA TOGOLAISE INDEPENDANTE
(RCDTI)

COLLECTIF POUR LA VERITE DES URNES
TOGO-DIASPORA
(CVU-TOGO-DIASPORA)



La Direction du :

Réseau de Coordination de la Diaspora Togolaise Indépendante (RCDTI) et du Collectif pour la Vérité des Urnes-Diaspora Togo (CVU-TOGO-DIASPORA) en partenariat avec toutes personnalités ou structures de la société civile indépendantes et aux citoyennes et citoyens indépendants.

SIGNATAIRES : RCDTI, CVU-TOGO-DIASPORA, PARTENAIRES ET SYMPATHISANTS :

1. Yves Ekoué AMAÏZO, Dr.
2. Ernesto D'ALMEIDA, Dr.
3. Mathieu D'ALMEIDA
4. Koffi DEKU, Ing.
5. François FABREGAT
6. Papa KHADIDJA
7. De nombreux CITOYENS (ENNES) ont souhaité ne pas voir leur nom figurer en qualité de signataires, par peur de représailles du système Gnassingbé.

Contact et Coordination : info@cvu-togo-diaspora.org et rcdti@cvu-togo-diaspora.org

Note : Toutes les personnalités ou associations qui souhaitent être signataires des textes de RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA peuvent le faire en écrivant par courrier électronique à l'adresse ci-dessous. Ils ou elles auront l'occasion de participer à l'une ou l'autre des téléconférences fondant notre démocratie participative et proposer des solutions dans le cadre du projet de transition politique et du projet de société commun pour l'avenir du Togo.

© RCDTI & CVU-TOGO-DIASPORA

Réseau de Coordination de la Diaspora Togolaise Indépendante (RCDTI) -----



Collectif pour la Vérité des Urnes-Diaspora Togo (CVU-TOGO-DIASPORA) -----



Mots-clés : Cap commun – CRAC - Conférences inclusives - Constitution togolaise de 1992 - CVU-TOGO-DIASPORA - Faure Gnassingbé - Liberté dans la diversité Perte de confiance du peuple togolais - Projet de Transition politique et citoyenne - RCDTI -Transition politique et citoyenne – Togo pluriel et mobilisé - 3e voie commune - Unité d'action - Vérité des urnes et des comptes publics - Voix plurielles

¹ Hofnung, T. (2005). « Amnesty liste les exactions du nouveau régime au Togo : Réfugiés au Bénin, des opposants dénoncent « exécutions, torture et viols ». 19 juillet 2005 In Journal Libération. Accédé le 14 avril 2026. Voir https://www.liberation.fr/planete/2005/07/19/amnesty-liste-les-exactions-du-nouveau-regime-au-togo_526957/

² Bernard, P. (2005). « La répression au Togo aurait fait plus de 800 morts. Pouvoir et opposition vont négocier un gouvernement « de transition » ». 14 mai 2005. In *Journal le Monde*. <https://www.lemonde.fr/afrique> : « Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci. Accédé le 14 avril 2026. Voir https://www.lemonde.fr/afrique/article/2005/05/14/la-repression-au-togo-aurait-fait-plus-de-800-morts_649832_3212.html : « La Ligue togolaise des droits de l'homme (LTDH) évalue désormais à 811 morts et à 4508 blessés le nombre de victimes pendant les trois mois ayant suivi la mort du général Eyadéma, le 5 février. Parmi ces personnes, 790



auraient été tuées et 4345 blessées depuis le début de la campagne électorale elle-même... Ces chiffres devaient être rendus publics, vendredi, à Lomé, au cours d'une conférence de presse qui, selon les dirigeants de la Ligue, n'a pu se tenir en raison de l'irruption d'une cinquantaine de miliciens du parti de Faure Gnassingbé" dans ses locaux. Ils sont contenus dans un rapport qui dénonce "du jamais vu dans l'histoire du Togo" et demande "l'intervention urgente d'une force d'interposition et la mise sur pied d'une commission d'enquête sur les crimes abominables perpétrés par les putschistes contre le peuple togolais » .

- ³ Elisée Rassin, E. (2024). « Corruption au Togo : des milliards perdus, des vies et projets sacrifiés ». 27 novembre 2024. In *leclik.tg*. Accédé le 12 avril 2026. Voir <https://leclik.tg/2024/11/27/corruption-togo/>
- ⁴ Ministère de l'Économie et des Finances du Togo (2023). « Le SMIG passe de 35 000 à plus de 52 500 FCFA ». 2 janvier 2023. In *finances.gouv.tg*. Accédé le 12 avril 2026. Voir <https://finances.gouv.tg/le-smug-passe-de-35-a-plus-de-52500f-cfa/>
- ⁵ République Togolaise – Gouvernement officiel (2023). « SMIG et SMAG : le gouvernement acte les nouveaux montants ». 2 janvier 2023. In *Gouvernement de la République Togolaise*. www.republiquetogolaise.com. Accédé le 12 avril 2026. Voir <https://www.republiquetogolaise.com/gestion-publique/0401-7605-smig-et-smag-le-gouvernement-acte-les-nouveaux-montants> : Depuis le 1er janvier 2023, le Togo a officiellement revalorisé le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG). Montant officiel en vigueur = 52 500 FCFA par mois (80,04 Euro), soit 302,89 FCFA (0,46 Euro) par heure (base 40 h/semaine). Ce montant est toujours en vigueur en 2026.
- ⁶ 1 € = 655,957 FCFA (taux BCEAO)
- ⁷ Panassa, A. (2025). « Salaire minimum au Togo : peut-on vivre avec 52 500 F CFA ? ». 7 septembre 2025. In *ActuLomé* (média togolais indépendant). Accédé le 12 avril 2026. Voir <https://actulome.com/peut-on-vivre-avec-un-salaire-minimum-au-togo/>
- ⁸ World Bank (2026). *World Bank Indicators 2026*. "Voir Togo Gini Indicators for 2021". World Bank Group : Washington D.C.
- ⁹ Kpatcha Gnassingbé, demi-frère de Faure Gnassingbé et fils de feu Gnassingbé Eyadéma, a occupé le poste de ministre de la Défense du Togo
- Entre juin 2005 et décembre 2007 sous le troisième gouvernement d'Edem Kodjo, premier ministre. Il a été exclu lors de la formation du gouvernement Komlan Mally. Kpatcha Gnassingbé a été arrêté et emprisonné en avril 2009 pour un présumé atteinte à la sûreté de l'État / complot contre l'État. L'accusation centrale fut une tentative présumée de complot contre le régime de son demi-frère, Faure Gnassingbé
- Il a été arrêté avec une trentaine de co-accusés, civils et militaires, dans ce qui est communément appelé l'« affaire Kpatcha ». Son procès en septembre 2011 a conduit à une peine de 20 ans de réclusion criminelle avec comme chef d'accusation : atteinte à la sûreté de l'État. Devant une juridiction plus indépendante qu'au Togo, la Cour de justice de la CEDEAO (2013) et le Groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire ont qualifié sa détention d'arbitraire, appelant à sa libération. Faure Gnassingbé a refusé de mettre en œuvre une décision de justice alors que le Togo a ratifié les textes de la CEDEAO. Néanmoins, Kpatcha Gnassingbé aurait bénéficié de la grâce présidentielle du 31 décembre 2025, après environ 16 ans de détention, avec une sortie effective début janvier 2026, confirmer par une source officielle unique. Togo Today (2026). « Togo : Kpatcha Gnassingbé libéré après 16 ans de prison selon plusieurs sources ». 2 janvier 2026. In *togo-today.com*. Accédé le 12 avril 2026. Voir <https://togo-today.com/togo-kpatcha-gnassingbe-libere-apres-16-ans-de-prison/>
- ¹⁰ Première femme à diriger le ministère des Armées au Togo, Mme Essossimna Marguerite Gnakadé a été ministre des Armées du Togo (Défense) entre le 1er octobre 2020 – 23 décembre 2022 sous le Gouvernement de Mme: Victoire Tomégah-Dogbé. Mme Marguerite Gnakadé a été l'épouse de feu Ernest Gnassingbé, demi-frère de Faure Gnassingbé, décédé en 2009. Elle est donc l'ancienne belle-sœur de Faure Gnassingbé. Mais, elle a aussi donné naissance au seul enfant garçon de Faure Gnassingbé.
- ¹¹ Assan, A. (2026). « crac : espoir de renouveau ou répétition du passé ? ». 13 avril 2026. In *togotopnews.tg* Accédé le 12 avril 2026. Voir In <https://togotopnews.tg/2026/04/13/crac-espoir-de-renouveau-ou-repetition-du-passe/>
- ¹² Olympio, N. (2024). « Au Togo, l'opposition demande « pardon » au peuple pour ses « erreurs » et ses « divisions » ». 4 juillet 2024. In *Jeune Afrique*. www.jeuneafrique.com. Accédé le 12 avril 2026. Voir <https://www.jeuneafrique.com/1584879/politique/au-togo-lopposition-demande-pardon-au-peuple-pour-ses-erreurs-et-ses-divisions/>
- ¹³ Tadégnon, N. (2025). « Au Togo, l'opposition réduite au rôle de spectatrice ». 25 mars 2025. In www.dw.com/fr. Accédé le 12 avril 2026. Voir <https://www.dw.com/fr/togo-opposition-pouvoir-contestation/a-72025856>
- ¹⁴ Olympio (2025). « Togo : mobilisation citoyenne, réseaux sociaux et défi de la gouvernance – une analyse lucide ». 14 juillet 2025. In *icikoffiti.com*. Accédé le 12 avril 2026. Voir <https://icikoffiti.com/togo-mobilisation-citoyenne-reseaux-sociaux-et-defi-de-la-gouvernance-une-analyse-lucide/>
- ¹⁵ Yoda, B. (2025). « Au Togo, la contestation se mobilise sur les réseaux sociaux ». 30 juin 2025. In www.dw.com/fr. Accédé le 12 avril 2026. Voir <https://www.dw.com/fr/togo-contestation-numerique/a-73097962>
- ¹⁶ Marcelle, U. (2024) . « Togo : Faure Gnassingbé, l'autocrate « soft » ». 8 mai 2024. In *www.lechodusud.com* Accédé le 12 avril 2026. Voir <https://www.lechodusud.com/togo-faure-gnassingbe%C3%A9-l-autocrate-soft/>